

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE SAINT-QUENTIN

(fondée en 1825)

Reconnue par Ordonnance Royale du 13 Août 1831,
renouvelée par Décret du 15 Juin 1889.

3, Rue de Villebois-Mareuil, Saint-Quentin

Histoire de Saint-Quentin pendant la deuxième guerre mondiale

2 Septembre 1939 au 2 Septembre 1944

Dès la déclaration de guerre, le 2 septembre 1939, St-Quentin devient un centre de rassemblement militaire important. Comme dans toute guerre, tout se transforme. L'autorité civile cède le pas à l'autorité militaire, et en peu de jours, service de place, service de santé, service de gare, ravitaillement, poste d'intendance, prennent place dans notre Cité ; une activité fébrile règne, augmentée par un service de réquisitions intensif.

Le service de la Place est installé à l'Hôtel de Ville, Salle des Adjudications, commandé par un capitaine étranger à la ville et un lieutenant St-Quentinois ; des militaires, dont quelques Saint-Quentinois, complètent la formation. Un service de contrôle postal international est dirigé par un officier du 2^e bureau ; c'est un service militaire spécial ; la gare régulatrice a ses bureaux rue de Baudreuil, dans l'immeuble de la S.N.C.F.

Le service de santé militaire, confié à un Médecin Commandant s'installe au Lycée Henri Martin. Différentes sections du 26^e Régiment d'Infanterie régionale tiennent leurs quartiers les uns aux « Tilleuls », Boulevard Gambetta, les autres dans différents endroits de la ville. Diverses autres formations installent çà et là leurs cantonnements et en peu de temps nos rues voient augmenter le nombre de soldats, par le fait de la mobilisation par échelons.

Après ces premières installations, et après une période de mouvements de troupes diverses, St-Quentin, avec ses environs, devient le centre du 1^{er} groupe d'Armée Billotte, comprenant 4 armées : Au centre la 1^{re} Armée, dite Armée Blanchard, à sa gauche la 7^e Armée, dite Armée Giraud, à droite la 9^e Armée, dite Armée Corap, à l'extrême droite, la 2^e Armée, dite Armée Huntziger.

Les troupes avancées de ces armées occupent les frontières Belge et Luxembourgeoise.

L'armée Blanchard, notre meilleure armée, aux dires des anciens militaires, et dont le destin fut particulièrement tragique, formait le centre de ce groupe d'armées. Tous ses États-Majors, occupaient Saint-Quentin, ou les environs : le Général Blanchard avait son poste de commandement à Bohain, L'aviation de cette armée cantonnait à la villa « Les Tilleuls », 38 bis, Boulevard Gambetta dans notre ville.

Les services de santé des étapes de cette 1^{re} Armée vinrent s'installer à Saint-Quentin, place Mulhouse, dans la maison faisant l'angle de la rue Condorcet et de la rue de Bellevue et par la suite à la Caserne des Gardes Mobiles de Remicourt.

Jusqu'au 10 mai 1940, l'Armée Blanchard (1^{re} Armée) resta dans notre région. Dès l'attaque surprise des Allemands, elle fut dirigée sur la Belgique, où le sort des armes ne lui fut pas favorable.

C'est pendant toute cette période, avant le 10 mai, que l'on pouvait apercevoir de temps en temps, dans nos rues, le Général Blanchard, le Général Prioux, le Général Préaud appartenant tous à la 1^{re} Armée et dont les noms ont été si souvent prononcés avant et après l'armistice de 1940.

Le Général Prioux, dont le Corps de Cavalerie entra le premier en Belgique, se voyait plus souvent dans notre ville, parcourant les rues du Centre, à ses heures de liberté, car il logeait rue Jacques Lescot.

Le stationnement de cette 1^{re} Armée, dans notre région, devait donner à St-Quentin, tant au point de vue gare régulatrice qu'intendance et service de santé, une importance grandissante ; c'est par cette présence, que notre ville devait devenir un centre hospitalier très important.

La 1^{re} Armée, en effet, malgré les difficultés traditionnelles entre les autorités militaires régionales et celles de l'Armée en campagne, réussit à promouvoir la création de nombreux Hôpitaux militaires dans notre cité. Saint-Quentin ne possédait pas moins de 11 formations sanitaires et militaires, classées chacune dans une spécialité bien définie :

On comptait : Le Lycée Henri Martin,
L'Hôpital Cordier, Route de Fayet,
École Paraingault, Route de Vermand,
École de Lyon, rue Émile Zola,
Institution St-Jean, rue des Arbalétriers,
Institution La Croix, rue du Gouvernement,
Le Conservatoire de Musique, rue d'Isle,
École Clin, rue de la Claie,
Couvent de la Charité, rue Voltaire,
Établissements Sébastien, Chemin de Rouvroy,
Salles Militaires de l'Hôtel-Dieu.

A côté de ces Hôpitaux Militaires, rattachés à la 2^e Région, mais mis par la suite sous la tutelle de la 1^{re} Armée, s'étaient installées d'autres ambulances mobiles de la 1^{re} Armée dans plusieurs immeubles de la ville (S.I. Rue Raspail).

Cet ensemble de formations militaires donnait à Saint-Quentin, pendant cette période, une vie trépidante.

Soldats de tous grades, stationnés dans les environs, descendaient de tous les coins pour s'égayer dans notre ville. Les femmes venaient voir leur mari, les jeunes filles leur fiancé, les parents leurs fils, en un mot, la vie (apparemment) était belle pendant cette drôle de guerre. Le café de l'Univers faisait salle et terrasse combles chaque soir et le dimanche en particulier, à telle enseigne qu'un jour, la radio de Stuttgart animée par le célèbre Ferdonnet, pour montrer que son service de renseignements fonctionnait bien, donna les noms et affectations de certains officiers attablés à la terrasse de notre grand Café de la Place de l'Hôtel de Ville.

En résumé, toute cette animation était due à la présence de la 1^{re} Armée, dont les réserves d'unités combattantes ou non, séjournaient dans la région Saint-Quentinoise. De là, dans les heures de liberté, la descente vers Saint-Quentin, seule grande ville du périmètre.

C'est pourquoi, par la présence d'une armée française stationnée dans notre région, avec tout son État-Major, et les installations que cette présence comporte, — Saint-Quentin eut de Septembre 1939 au 10 Mai 1940, l'allure d'une zone militaire de premier plan.

En résumé, la population entière très affairée ne pouvait soupçonner de si douloureux lendemains.

Hélas, le vendredi 10 Mai 1940, à 6 heures 30 du matin, la radio annonce que les armées allemandes ont attaqué et franchi à 5 h. 30 les frontières de Hollande, de Belgique et de Luxembourg, violant ainsi la neutralité de ces trois pays.

Pour les uns, c'est la stupeur, pour d'autres c'est le moyen d'en finir, puisqu'on paraissait ne pas vouloir se battre.

Hélas, pour l'ensemble du pays, militaires compris, ce fut la grande surprise. L'Armée Blanchard, 1^{re} Armée stationnant dans notre région, partit pour la Belgique, le 10 Mai dans la matinée et les permissionnaires rappelés seulement dans cette matinée cherchèrent leurs unités.

Le Général Prioux, Commandant le Corps de Cavalerie, qui devait être le premier à entrer en Belgique, écrit dans ses mémoires :

« Le 9 Mai, j'étais à Sissonne, où un de mes régiments d'artillerie faisait des tirs. La situation était au calme plat. Les permissions suivaient leur cours normal. Les nécessités de l'instruction écartaient certaines unités de leurs cantonnements habituels. Rien ne pouvait laisser prévoir l'orage qui éclaterait quelques heures plus tard ».

Et ce seront les grondements lointains des bombardements d'avions qui le réveilleront à la fin de la nuit, à St-Quentin, rue Jacques Lescot, où il logeait et lui annonceront, officiellement l'offensive ennemie. La confirmation viendra ensuite, coup sur coup, par l'ordre téléphonique du Haut-Commandement, prescrivant de prendre le dispositif d'alerte générale déclenchant la manœuvre Dyle, c'est-à-dire la marche vers la Belgique et la Hollande, de toute la 1^{re} Armée cantonnée dans notre région. Le 10 Mai, il reste dans notre ville les éléments militaires, appartenant à la 2^e région, dont le siège est à Amiens, car St-Quentin, tout en étant dans la zone des armées, abrite néanmoins des formations militaires appartenant à une région militaire, dite d'intérieur (Service de place, service de santé avec Hôpitaux fixes, service de gare, poste d'intendance, etc...) c'est pourquoi malgré le départ de la 1^{re} Armée, St-Quentin possède toujours des militaires, mais leur présence ne sera pas de longue durée, car les événements vont aller vite.

Dès les premiers jours, les nouvelles sont mauvaises. Déjà un certain nombre de nos compatriotes partent ou se préparent à partir ; mais tout cela n'empêche pas de libérer la classe 1910, le samedi 11 Mai.

Dans la nuit du 12 au 13 Mai 1940, une conférence se tient d'extrême urgence à la Sous-Préfecture, à minuit, sous la Présidence du Sous-Préfet de Saint-Quentin.

Étaient présents :

Le 1^{er} Adjoint, faisant fonction de Maire de St-Quentin,
Le Secrétaire Général de la Mairie,
Le Capitaine de Gendarmerie,
Le Commissaire Central,
Le Médecin Commandant, Médecin-Chef de la Place,
Le Médecin, Directeur du Bureau d'Hygiène.

Motif de la réunion :

« Demande d'un certain nombre d'hôpitaux, pour recevoir
« les réfugiés des Ardennes qui devaient arriver dans le cou-
« rant de la nuit ».

Inutile de dire que, malgré toute la discrétion demandée aux personnes présentes, l'annonce de l'arrivée de réfugiés fut vite connue et sema une première panique dans notre ville. Une vague de départs, déferla, relativement modérée, le mardi et le mercredi ; mais un événement inattendu devait accélérer les départs en masse.

Dans la nuit du jeudi 16 Mai à 1 h, une alerte du service de Place, convoquait le Médecin-Chef de la Place avec prière d'alerter tous les Médecins.

A 2 heures liaison de ce service avec la direction du service de santé des Étapes de la 1^{re} Armée, stationnée à la caserne

des gardes mobiles et restée sur place, qui donne l'ordre par écrit, du repli partiel des formations sanitaires du Centre Hospitalier de Saint-Quentin.

A 5 heures du matin, c'est le départ vers Amiens, de ces formations, qui ont toutefois laissé sur place un personnel réduit, renforcé par le personnel sanitaire des ambulances d'Armées.

C'est alors dans notre cité, une véritable panique. Les maisons, les magasins, les usines se ferment, et c'est l'exode de nos concitoyens qui commence, avec une intensité croissante d'heure en heure. Les trains sont envahis, assiégés. On fait la queue pendant des heures, on se bouscule, etc, etc...

Presque tous les propriétaires d'autos sont partis, partent ou vont partir, de sorte que le jeudi soir, St-Quentin présente un aspect désertique. Mais, pendant cette journée, un autre événement s'est produit. Un contre-ordre d'Amiens a renvoyé à St-Quentin, le personnel des formations sanitaires, repliés par ordre le matin à 5 h.

Le Centre Hospitalier de St-Quentin, désorganisé le matin même à 5 h. par un ordre de repli officiel, fonctionnait à nouveau, dès 15 h. de ce jeudi 16 mai et assurait l'évacuation de 2 trains sanitaires et les réception et soins des blessés.

Mais il n'en reste pas moins vrai que ce départ précipité, avait frappé la population et vraisemblablement hâté des départs hésitants.

Ce jeudi fut donc un véritable raz de marée de départs. Nuit et jour en ces journées des 15, 16 et 17 Mai, la population fuyait précipitamment, une partie sous l'influence d'une peur de l'envahisseur, une autre hantée par le souvenir de l'occupation de la dernière guerre 1914-1918.

La population allait aux renseignements et demandait si elle devait envisager l'évacuation forcée de la Ville comme en 1917.

Vers 16 h., un communiqué de la Municipalité ainsi libellé fut affiché sur les piliers de l'Hôtel de Ville, à droite et à gauche de l'entrée principale :

« COMMUNIQUÉ DE LA MUNICIPALITÉ »
(avec le cachet de la Mairie)

« Les circonstances actuelles ne justifient, en aucune manière l'évacuation de la Ville. Aucun ordre d'évacuation n'a été donné ».

16 Mai 1940.

Malgré cet appel au calme et au sang-froid, le vendredi 17 Mai sur la Place de l'Hôtel de Ville, à 17 heures environ, il n'y avait plus que quelques personnes ; à la Sous-Préfecture, à la Poste, personne, à la Mairie, 3 Conseillers municipaux réunis.

Dans toute la ville parcourue à 18 heures, régnait un véritable silence de mort. Seules les voies de direction, vers le Centre de la France ou Paris, laissaient apercevoir des réfugiés venant de Belgique, des Ardennes ou du Nord, ou des militaires en repli. Interrogés, ces soldats ne voulaient rien dire, sinon qu'il y avait beaucoup d'avions et de chars.

En résumé, au soir du vendredi 17 Mai 1940, St-Quentin était un véritable désert, une ville sans âme, comme beaucoup de villes et villages de France situés sur la route de l'invasion.

Dans le centre, aucun magasin ouvert ; un silence étrange pesait sur toute la ville, silence précurseur d'un cataclysme sans précédent dans notre histoire.

Or, en cette soirée de ce 17 Mai, rien de sensationnel ne se passe dans notre ville. En dehors de quelques automobiles particulières qui peuvent encore emmener leurs propriétaires, il n'y a plus de trains et nombreux pourtant sont ceux qui attendent à la gare. Seuls partent encore, à pied, quelques habitants, les uns avec une voiture d'enfant, d'autres avec une brouette, contenant, comme dans tout exode, des objets et bagages les plus hétéroclites. La plupart d'entre eux seront rattrapés en cours de route et regagneront leurs demeures, évitant souvent les souffrances d'un douloureux exode. Ceux qui restent ne sortent pas de leurs maisons, attendant avec appréhension les événements, c'est-à-dire l'arrivée des Allemands qui est imminente.

En effet, la 2^e Panzerdivision de Guderian atteint St-Quentin le 18 Mai, dans la nuit, ne s'y arrête pas, et laisse une petite colonne allemande prendre possession de la ville ; c'est donc le samedi 18 Mai entre 7 et 8 heures du matin, que ce groupe de soldats, monte la rue d'Isle, s'installe sur la Place, après avoir abrité ses chars au Garage Renault, rue de la Sous-Préfecture. C'est alors l'arrêt des départs. St-Quentin restera avec 4.500 habitants environ.

Mais la veille pressentant cette arrivée, le 17 Mai dans l'après-midi, 2 réunions avaient lieu, l'une au Lycée Henri Martin, l'autre à la Mairie.

La première fut tenue, dans le parloir du Lycée, par le Médecin-Chef de la Place. Ce dernier privé de trains sanitaires devait désigner, selon les règlements militaires, ceux des officiers qui devaient rester pour soigner les blessés. Sous sa présidence, on désigna un chirurgien de l'armée ayant perdu son unité, comme Médecin-Chef de l'Hôpital du Lycée Henri Martin, un autre à Cordier, et un médecin pour l'Hôpital de l'École de Lyon, un officier d'administration pour l'État civil et le ravitaillement et un petit nombre d'infirmiers, comprenant plusieurs St-Quentinois. Donc, contrairement à certaines rumeurs, répandues par des personnes ayant quitté la ville le jeudi 16 Mai au matin, et ignorant le retour de toutes les formations

hospitalières dans l'après-midi, le Centre Hospitalier fonctionna au complet, constamment et avec intensité, nuit et jour, jusqu'au vendredi 17 Mai à 15 h. 30.

Plusieurs infirmières affectées depuis le début de la guerre, à diverses formations du Centre Hospitalier restèrent volontairement.

En résumé, cette réunion avait rempli son rôle, conformément à la tradition militaire du Service de Santé aux Armées et l'ordre de repli fut officiellement donné à tous les officiers présents.

Au soir du 17 Mai, vers 19 heures, la plus grande partie des blessés hospitalisés à St-Quentin, à cette date, avait pu être évacuée ; il restait 29 blessés graves à l'Hôpital Cordier, qui furent soignés avec un grand dévouement par une infirmière et un sergent restés volontairement à leur poste, 49 blessés à l'Hôpital de Lyon, soignés par un autre médecin militaire désigné et une infirmière restée, elle aussi, volontairement ; 17 blessés à l'Hôpital Henri Martin, opérés et soignés par un chirurgien et les infirmiers désignés. Les voitures sanitaires promises n'arrivant plus, l'évacuation des blessés transportables se fit dans l'après-midi du 17 Mai, par des moyens de fortune, vers Amiens, Beauvais ou Compiègne.

Tous les blessés et malades des autres formations sanitaires, avaient été évacués, soit dans les journées précédentes, soit dans la journée du 17 Mai. Si les blessés furent plus nombreux par la suite, c'est après l'occupation de la ville. Telle est, la vérité sur cet épisode douloureux, qui éclaire un peu la légende faussement accréditée de l'abandon total des blessés.

Hélas, il y eut certes au milieu de cette tourmente, certaines faiblesses ou erreurs, dans beaucoup de domaines. Un chef de service, désigné pour rester sur place, après avoir évacué près de 250 blessés, accompagnés de plusieurs infirmières dans l'après-midi du 17 Mai, quitta sa formation, vers 19 heures, croyant pouvoir revenir rechercher les derniers blessés, avec des voitures de Péronne. Naturellement il ne put revenir à St-Quentin et laissa, de ce fait, son hôpital sans chef et sans médecin.

Aussi de telles secousses, ne sont pas sans influence sur le moral des témoins de si tristes événements : leur rapidité, leur brutalité, troublent parfois l'équilibre, même solide, des êtres les mieux trempés et c'est vraisemblablement là, la cause de mort violente d'un officier Saint-Quentinois découvert à Beauvais, le 18 Mai à 14 heures, la gorge tranchée devant la caserne, et qui devait décéder ce jour-là à l'Hôpital Jeanne Hachette.

Mais à la Mairie, la deuxième réunion avait eu lieu aussi dans l'après-midi du 17 Mai ; 3 conseillers restant sur place avaient songé à former un Comité, pour essayer de porter

secours à la population et c'est ce comité qui devait entrer en pourparlers avec les autorités allemandes, pour tenter de donner aux habitants un ravitaillement indispensable et un peu de vie à notre Cité, dont tous les magasins étaient fermés.

De plus, le service médical civil, bien que plus difficile, à cause de l'absence de tout praticien civil sut remplir dans des conditions très précaires, la plus grande partie de sa mission.

La présence à l'Hôtel-Dieu de l'Infirmière en Chef et de quelques aides, le fonctionnement constant de la pharmacie de l'Hôtel de Ville sur la Grand'Place, assuré, grâce à une préparatrice, restée sur place, permirent à quelques blessés militaires légers et aux malades civils de trouver asile, soins, pansements et médicaments pendant ces premiers jours où toute vie était supprimée. L'effort fourni par ces services jusqu'au 1^{er} Juillet fut très grand. La suppression de l'eau, du gaz, de l'électricité rendait le travail extrêmement pénible et difficile. Peut-être n'a-t-on pas assez songé, le calme revenu, au mérite et au dévouement de tout ce personnel sanitaire ou non resté sur place, dévoué à ses compatriotes.

C'est l'habitude des États, comme des Cités, d'oublier facilement les dévouements cachés et modestes et pourtant dans cette triste période, où la peur était reine, un certain nombre d'hommes et de femmes, dans beaucoup de cas douloureux, montrèrent un réel dévouement, ne ménageant ni leur force, ni leur santé.

Un Comité de secours fut donc formé et fonctionnait dans la journée du 18. Il comprenait 3 conseillers municipaux, qui, spontanément, sans souci des critiques et responsabilités futures, acceptèrent en ces jours de malheur, un poste d'autorité.

A la date du 18 Mai 1940, Saint-Quentin n'avait pas trop souffert de la guerre, puisqu'on ne s'y était pas battu.

Quelques bombes étaient tombées la veille au Cimetière de la Tombelle et aux alentours de l'Hospice Cordier ; une maison avait été détruite le vendredi matin, rue d'Épargnemaille ; dans les jours qui suivirent, le Lycée de jeunes filles, plusieurs maisons rue d'Alsace et rue du Gouvernement furent atteintes par les bombes anglaises et la proie des flammes, car il n'y avait ni pompes, ni pompiers pour éteindre les incendies. D'autres maisons furent touchées : Place du 8 octobre, dans le bas de la rue d'Isle, une autre rue Richard Lenoir. Il y eut des victimes, le nombre ne fut pas élevé, mais leur inhumation difficile. Le lendemain dimanche, des réfugiés du Nord et des Ardennes affluaient, stoppés dans leur fuite, par l'arrivée des Allemands. Cette foule essaya pendant quelques jours de se nourrir au mieux et ce fut le pillage, de certains magasins et de certains immeubles abandonnés, par tous les profiteurs habituels de périodes troubles.

Toutefois, pour la vérité historique, on ne peut s'empêcher de reproduire avec curiosité, un rapport de la Commission

Municipale qui, convoquée le 20 Juin 1940, par la Kommandantur au sujet des pillages commis dans la ville, remit à cette dernière la note suivante :

« Nous soussigné, Président de la Commission Municipale
« de Saint-Quentin, certifions :

« que des réfugiés belges civils, ont pénétré avec effraction
« dans diverses maisons particulières et les ont pillées. Ils
« ont causé des dégâts divers et notamment incendié six mai-
« sons rue du Cateau. Les troupes françaises, au cours de
« leur repli n'ont emporté que des boissons, par nécessité. Les
« cafés étaient tous ouverts à la suite du passage des civils
« belges ».

On peut remarquer que cette note se rapportant au pillage de la Ville en général était bien un peu vague et montrait une grande indulgence pour nos soldats et ne faisait aucune allusion au pillage éventuel commis par certains civils français, ce qui en fait, ne manquait ni d'habileté, ni de sous-entendu avisé vis-à-vis de l'occupant.

Durant ces premiers jours, il y eut peu de troupes allemandes, car le gros de l'Armée ne devait pénétrer en ville que plus tard ; les blindés de Guderian dédaignant leurs réserves avaient continué leur marche jusqu'à Abbeville, où ils arrivèrent le 20 Mai, après une allure, d'une stupéfiante rapidité. Par contre de nombreux blessés militaires et civils, étaient amenés dans les hôpitaux, et soignés dans des conditions difficiles. Des infirmières, des femmes de bonne volonté, se mirent à la disposition du Médecin-Chef du Centre Henri Martin et firent de leur mieux pour soulager la tâche du Service de Santé.

C'est après cette date, que des troupes allemandes de soutien, suivant de loin les blindés, occupèrent un grand nombre de maisons inoccupées, car l'autorité allemande avait théoriquement décrété d'occuper d'abord, les immeubles abandonnés et de respecter ceux habités. La règle ne fut pas toujours respectée.

Ce fut pendant plusieurs semaines dans tous les quartiers de la ville, et, en particulier, Boulevard Gambetta, un démantèlement continu de meubles, qui changeaient de maison, ou étaient transportés sur les Champs Elysées.

Pendant ce temps, une tentative de remise en ordre officielle était esquissée, par des hommes de bonne volonté. Le mardi 21 Mai, les trois conseillers municipaux restés sur place, se rendirent à la Kommandantur pour demander l'autorisation de se constituer en conseil restreint, en vue de prendre en mains les intérêts de la ville, de la population et de son ravitaillement.

Le Commandant allemand autorisa la formation de ce Conseil restreint en nommant l'un d'eux Maire, les deux autres,

ses adjoints, et les chargèrent d'administrer les affaires municipales pour le bien de la population.

A la suite de cette démarche, les 3 conseillers municipaux demandèrent la collaboration de 5 autres personnes, pour les aider dans cette mission, lesquelles acceptèrent. Ils seront désormais appelés collaborateurs du Conseil restreint et siégeront à titre consultatif.

A la réunion du 21 Mai 1940, ce Conseil restreint prendra désormais le nom de Commission Municipale, chargée des intérêts de la ville et la dirigera, sans modification de ses membres jusqu'au mardi 18 Juin 1940. Sans police, elle nommera le 25 Mai 1940 un coiffeur, ancien inspecteur de police spécial, pour remplir les fonctions de Commissaire Central de Police, avec les prérogatives de cette fonction.

Le dimanche 2 Juin 1940, à une réunion de cette Commission Municipale, d'autres personnes sont présentes et assistent à ce Conseil à titre consultatif. On y décide le recensement de la population, le service de lutte contre l'incendie, la rétribution éventuelle des pompiers, l'ouverture des magasins, demandée par la Kommandantur. Il va sans dire que le fonctionnement d'un tel organisme se heurte, dans des circonstances aussi troubles, à des difficultés de toutes sortes, surtout en ce qui concerne les délégations de pouvoirs. Aussi, à une réunion du 12 Juin 1940, on y précise qu'aux termes du droit existant, seul, le Conseil restreint composé du Maire et des deux conseillers municipaux, a voix délibérative, les autres collaborateurs n'ayant qu'une voix consultative.

Ce point de droit, fixé dans la réunion du 12 Juin, sera bientôt mis en échec, car pendant une réunion du 18 Juin 1940, un petit coup d'État éclate, et un habitant de la ville expose que la veille vers 18 h. 30, malgré ses protestations réitérées, il a été mis dans l'obligation, par les autorités allemandes, d'accepter de remplir les fonctions de Maire provisoire, en remplacement du titulaire actuel, jugé trop âgé ; un autre habitant l'accompagnant, devait, dans les mêmes conditions, accepter la charge de premier adjoint.

C'est sur la demande de ce Maire imposé, que la Commission des intérêts de la Ville se réunit alors au complet pour examiner la situation. (Ajoutons qu'aux fonctions de Maire, ce Maire imposé, cumulera celle de Sous-Préfet, qu'il dut céder le 21 Juillet 1940 au Sous-Préfet véritable, rentré à Saint-Quentin).

A partir du 18 Juin et jusqu'au 13 Août 1940, cette nouvelle Commission Municipale restera à la tête de la Cité.

Mais le 13 Août 1940, par arrêté préfectoral, il est constitué dans la ville de St-Quentin, une *délégation spéciale*, habilitée à prendre les mêmes décisions que le Conseil Municipal, pendant la période où cette dernière Assemblée, ne pourra être reconstituée. Cette délégation spéciale composée de trois

Membres, dont le Président nommé en qualité de Maire, avec les pouvoirs et prérogatives de la fonction, s'entourera de collaborateurs dévoués, qui auront la lourde charge pendant de longs mois, de gérer les intérêts de notre Cité. Dans cette délégation ne figure aucun membre de l'ancienne Commission Municipale.

Or, la vie avait été très dure pendant ces premiers mois, et le minimum vital difficile à procurer à la population.

Cette situation singulièrement pénible améliorée lentement chaque jour par la Commission Municipale, qui faisait de son mieux, dura près de deux mois. L'organisation très chaotique au début ne commença à prendre une allure un peu efficace qu'au début de Juillet. A cette date, un certain nombre de St-Quentinois rentrèrent après l'armistice du 22 Juin 1940. Jusqu'aux premiers jours de Juillet 1940, aucun papier spécial n'était nécessaire pour réintégrer ses foyers, mais dès le début de Juillet, St-Quentin, classée dans la zone interdite, ne pouvait plus recevoir ses habitants, sans autorisation spéciale des autorités occupantes. Pendant quelque temps, les rentrées se firent moins nombreuses, parce que difficiles, mais des organisations ne furent pas longtemps à se former, les unes favorisées bénévolement et charitablement par des citoyens dévoués, d'autres demandant un droit de passage variable. Aussi les rentrées devinrent alors nombreuses, à telle enseigne, que St-Quentin, dans laquelle il était interdit de rentrer comptait au 1^{er} Septembre 1940, 17.000 habitants environ, au lieu de 4.500 le 18 Mai.

Dès Juillet cependant, une vie silencieuse et craintive commençait à s'établir ; l'eau et le gaz étaient rétablis, mais les réserves alimentaires s'épuisaient et l'on voyait déjà se dessiner un marché noir discret, qui devait devenir florissant, dans les années suivantes.

Les habitants rentrant, les magasins avec autorisation préalable, ouvrirent lentement les uns après les autres, et St-Quentin au 1^{er} Septembre 1940, commençait à reprendre un peu de vie. Certains cafés ouverts, fréquentés par les troupes d'occupation en cantonnement ou de passage et quelques civils, donnaient parfois même une note bruyante, troublant le silence de la Ville.

Tels sont rapidement esquissés, les événements divers survenus pendant ces 4 premiers mois d'occupation.

Par la suite, la pénurie aidant, la population vécut une période bien triste, pénible, pendant laquelle, aux grosses difficultés de ravitaillement, s'ajoutait la monotonie du couvre-feu, où chacun, sauf quelques privilégiés, devait rester chez soi de 20 heures jusqu'au matin et où l'absence de nouvelles de parents, d'amis ou de soldats disparus ou égarés dans la tourmente se faisait cruellement sentir, car le service postal ne fonctionnait pas encore.

C'est ainsi que St-Quentin, entra dans une vie d'occupation qui devait durer plus de 4 longues années.

A l'Hôtel de Ville, dans la Salle des mariages, et bureaux environnants, était installée la Kommandantur. A cette époque, 2 interprètes d'origine étrangère, fiers de leur fonction, recevaient les habitants ayant besoin de pièces visées par l'occupant et faisaient la liaison entre les autorités françaises et celles d'occupation. Les fonctions d'interprète n'étaient pas gratuites et ne se limitaient vraisemblablement pas toujours à la solde mensuelle, car l'un d'eux, par la suite, congédié plus tard par les Allemands, sut rapidement installer un café, rue Raspail, qu'il nomma, avec une certaine originalité « Le Café Ping-Pong » ; c'était dit-on, le lieu de rendez-vous des seigneurs du marché noir et autres.

Vers le 2 Juin, le Commandant de Place fait remettre à l'administration municipale, une note ordonnant la reconstitution des sapeurs-pompiers. Il ordonne entre autres, que les pompiers aient à leur disposition un camion. Il n'en existait pas de disponible à St-Quentin. Selon le désir du Commandant, des hommes plus jeunes seront adjoints à l'équipe existante et il leur sera attribué 100 frs par chaque sinistre de nuit, en bon de reconnaissance, payable après les hostilités.

Le 21 Juin, au siège de l'Assistance Nationale Socialiste, en présence de l'officier chargé de cette organisation et des St-Quentinois chargés du ravitaillement, on examine les moyens de distribuer d'une façon rationnelle le pain, la levure, le lait, la viande.

Le 23 Juin 1940, le Commissaire de Police demande à la Commission Municipale de bien vouloir étudier la possibilité d'instituer un tribunal de simple police, afin d'enrayer le pillage, car il a constaté, au cours de ses sorties, que certaines personnes détenaient en quantité exagérée des produits de toute sorte.

Le 25 Juin 1940, on étudie le cas des fonctionnaires et des décisions sont envisagées.

Toutefois la situation du ravitaillement et des salaires ne s'améliore pas. Pour le ravitaillement, un conseiller municipal démobilisé, venant de rentrer, est chargé de ce service. Pendant toute cette période, tant au point de vue ravitaillement que salaires, réfugiés, sorties de marchandises des magasins, il apparaît que l'intervention allemande fut assez fréquente, et pour éviter la disparition trop rapide des stocks dans les magasins, la Kommandantur fit afficher la note suivante :

« A dater de maintenant, tous les magasins de quelque nature qu'ils soient, toute reprise d'activité commerciale ou industrielle quelconque, ne pourra avoir lieu que sur autorisation,

« La vente libre est interdite tant aux formations de l'armée allemande, qu'à la population civile. Les ventes ne

« pourront avoir lieu qu'au moyen de bons d'achat, délivrés
« par la Mairie pour les civils, et par la Kommandantur pour
« les militaires ».

A la même période, un ancien Commissaire Central remplace celui nommé dès le début de l'occupation.

C'est à la même époque que fut adressée au Chef de l'État, par un membre de la Commission, une lettre dont les termes un peu durs, reflètent l'état d'esprit du moment et fait allusion au rôle des édiles, pendant l'occupation allemande de la guerre 1914-1918.

Pendant le mois de Juillet, on assista à la révocation de certains nouveaux promus de l'administration, pour des raisons diverses, et aux essais de perfectionnement du ravitaillement.

Malgré l'interdiction officielle de toute manifestation, le 14 Juillet, une minute de silence fut observée, en hommage aux morts pour la France, par des habitants qui allèrent s'incliner devant le Monument de la guerre 1914-18.

Après des incidents divers survenus, dans l'administration, on arrive à cette fameuse journée du 4 Août 1940, où la tension entre la Commission Municipale et le Sous-Préfet, rentré à St-Quentin le 31 Juillet, est grande et devait se terminer par l'intervention dans le litige du Préfet, qui envoie au Maire provisoire, sous le couvert du Sous-Préfet, la note suivante :

« Considérant que les Conseillers Municipaux actuellement
« rentrés à St-Quentin, sont en nombre insuffisant pour un
« fonctionnement normal de l'Assemblée Communale : Vu
« notamment l'absence du Maire en exercice, mobilisé, consi-
« dérant qu'il y a nécessité d'assurer l'Administration muni-
« cipale de la Ville de Saint-Quentin ;

« Que les tentatives effectuées par Monsieur le Sous-Préfet
« de St-Quentin, tendant à la désignation d'une municipalité
« parmi les conseillers municipaux présents pouvant avoir
« l'autorité nécessaire, se sont révélées infructueuses ; qu'il
« faut à tout prix éviter des dissensions qui nuiraient à la
« bonne marche des services municipaux et tenir compte des
« considérations locales résultant de l'occupation.

« Vu l'avis du Sous-Préfet de Saint-Quentin

« Arrête qu'il est constitué, dans la Ville de Saint-Quentin,
« une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes dé-
« cisions que le Conseil Municipal, pendant la période où
« cette dernière Assemblée ne pourra être reconstituée ».

Fait à Laon, le 13 Août 1940.

Le Préfet de l'Aisne,

Signé : Bussière.

C'est cette délégation qui devait gérer notre Cité pendant de longs mois et être elle-même remplacée par la suite.

La tâche de cette délégation fut énorme si l'on en juge par le rapport suivant, établi par son Président, et qui fait état de la situation.

« La Délégation s'est trouvée en présence d'un personnel « extrêmement nombreux, assurant le fonctionnement habituel « de la Ville et de ceux découlant de la guerre, qui ne devaient avoir qu'une existence temporaire. Ce personnel, en « majeure partie, composé d'auxiliaires recrutés essentiellement à titre temporaire atteignait le chiffre impressionnant « de 500 unités qui se trouvaient rémunérés à raison de 12, « 16 à 20 frs par jour, selon la nature de l'emploi, auxquelles « indemnités s'ajoutaient divers avantages en nature, tels que « ravitaillement.

« Certains employés, occupés de façon mixte aux services « de l'Administration et de l'Ortskommandantur, percevaient « des traitements mensuels variant entre 2.000 et 3.000 frs « pour plusieurs allant même jusqu'à 6.000 frs.

« Ravitaillement ». « La Population s'élevait à cette époque à « 18.121 habitants. Les denrées de première nécessité, telles « que le pain, le lait, la viande, le charbon étaient distribuées « gratuitement à l'ensemble de la population, sans distinction « de situation ».

Cette charge atteignait un chiffre impressionnant de 22.000 frs par jour, pour le pain par exemple.

A partir de cette date, une réorganisation fut mise en route par cette délégation officielle.

L'Armistice du 22 Juin 1940, avait mis fin aux combats en France et, à la 3^e République, avait succédé l'État Français, avec à sa tête le Maréchal Pétain. Ce gouvernement siégeait à Vichy.

Une transformation totale s'opérait dans les directives officielles et l'administration. L'occupation étrangère ne facilitait pas la tâche de la dite délégation.

Par un arrêté paru au Journal Officiel du 10 Janvier 1941, le Conseil Municipal de St-Quentin fut dissous et la délégation spéciale, habilitée le 13 Août 1940 à prendre les mêmes décisions que lui, fut confirmée dans ses fonctions.

Cette délégation devait s'adjoindre des hommes de bonne volonté, qui pendant de longs mois firent tous leurs efforts pour assurer au mieux et au milieu de grandes difficultés, le ravitaillement de la population en liaison obligatoire avec les autorités occupantes.

La vie matérielle fut pénible pendant toute l'occupation ; mais les premiers mois de 1941 furent particulièrement durs. Le cheptel, disséminé sur toutes les routes en Mai 1940, se reconstituait lentement. On dut recourir à la distribution de tickets (pain, viande, vin, lait, charbon, etc...) distribués à chaque habitant ; les mois passèrent et l'on vit les gens maigrir au fil des jours ; une lutte pour la nourriture s'installa dans

la ville et les randonnées à la campagne à la recherche de beurre, viande, volailles, lapins, etc., devinrent le souci majeur de toute une population, plus ou moins affamée. Seuls, des privilégiés favorisés par leurs amis ou disposant de moyens financiers suffisants, de fonctions, de professions commerciales favorables aux échanges purent mener une existence peut-être suffisante, mais en réalité toujours difficile. Le marché noir fit des progrès constants, et le troc régna en maître. Certaines fortunes commencèrent à se constituer. Un contrôle économique sévère s'efforça de limiter les excès. La tâche était rude, car la pénurie du ravitaillement officiel engendrait le trafic clandestin. On n'était pas difficile et les produits de remplacement (ersatz) connurent de grands succès. En fait, toute la population fut malheureuse. Au fil des mois, les vêtements, les chaussures, le linge s'usèrent et la pauvreté vestimentaire fut bientôt générale vers 1942. Le 13 Avril 1943 la délégation spéciale nommée le 13 Août 1940 dut céder la place à une nouvelle délégation, ayant à sa tête un nouveau Maire et 2 nouveaux Adjointes. Saint-Quentin était devenue Préfecture régionale avec tous les services qu'une telle administration comporte.

Mais la guerre continuait ; aux restrictions s'ajoutèrent les séquelles de l'occupation, travail obligatoire en Allemagne, réquisitions, amendes, dénonciations, arrestations. Ces privations et souffrances augmentèrent la résistance clandestine à l'occupant. La pression des alliés ; leurs bombardements intensifs sur l'Allemagne et les pays occupés se multiplièrent. Les alertes signalées par le bruit des sirènes étaient fréquentes, poussant la population vers les abris ; le 13 Octobre 1942, un bombardement anglais avait touché la gare et fait plusieurs victimes ; mais c'est dans les premiers mois de 1944 que notre ville fut bombardée violemment par les avions alliés. En plein jour, dans l'après-midi du 2 Mars 1944, un bombardement intensif détruisit de nombreuses maisons, rue de Cronstadt, rue Joséphine, rue de Bellevue, rue de Lunéville et autres, faisant une centaine de victimes. La cérémonie funèbre eut lieu Place de l'Hôtel de Ville, en présence d'une foule énorme et recueillie ; des discours furent prononcés. De nombreuses couronnes recouvraient les cercueils.

Puis le 31 Mars 1944, en fin d'après-midi, le nouveau Maire fut grièvement blessé, en rentrant à son domicile, vraisemblablement par un ou plusieurs membres d'une organisation clandestine et mourut à l'Hôpital quelques jours après. Les funérailles eurent lieu sur la Grand'Place. Des couronnes de fleurs offertes par la ville se mêlaient à celles des autorités d'occupation. Plusieurs discours furent prononcés. La succession à la tête du Comité revint à un Adjoint, un Officier en retraite qui resta jusqu'à la libération.

Pendant toute cette période où l'annonce du débarquement allié était attendue avec l'impatience que l'on devine, la résistance à l'occupant se faisait plus forte. Des réseaux s'étaient

créés, qui dans l'ombre attendaient l'heure H. Le 6 Avril 1944 une cour martiale allemande se réunissait à la Banque Journal et condamnait à mort 27 jeunes gens arrêtés pour sabotage. Ils furent exécutés au lieu dit « La Sentinelle », le 8 Avril 1944.

Un médecin, chef d'un réseau de l'arrondissement de St-Quentin, sauvé une première fois, fut arrêté par la suite et mourut au cours de sa déportation, le 2 Juillet 1944.

La capture d'un Commandant canadien et d'une anglaise, animateurs d'un autre réseau, dans un café, au lieu dit « Moulin Brûlé » près du Pont du canal, avec un poste émetteur ; celle d'un habitant de la région de Guise, en ville, déclenchèrent une vague d'arrestations par la Gestapo, dont les services fonctionnaient place Mulhouse dans la maison Sébastien. Beaucoup de nos compatriotes partirent dans des camps nazis, d'où certains d'entre eux ne devaient plus revenir. Peu de temps avant le débarquement, les maires de toute notre région furent mis dans l'obligation de désigner eux-mêmes des travailleurs pour partir en Allemagne. Un refus courageux et digne répondit à cet ordre et en conduisit plusieurs à Royal-Lieu, le fameux camp de Compiègne, antichambre des camps de la mort.

Mais la fin approchait. Le 6 Juin 1944, on apprenait le débarquement des alliés sur les côtes normandes et la grande bataille de la libération commençait, suscitant tous les espoirs de la Population.

On assista alors tous les jours, au recul brutal et intensif des troupes allemandes, aussi variées que pressées. La population aux écoutes, et aux fenêtres sentait intensément venir la liberté, mais l'impatience était grande, car, Paris libéré le 26 Août, d'autres villes peu éloignées, libérées aussi, St-Quentin semblait rester dans une poche retardatrice qui, faisait grandir l'émotion de ses habitants. Et cependant, les arrières de l'armée allemande, camions, chars, voitures, continuaient toujours de fuir vers le Nord, donnant tous les symptômes d'une troupe en déroute. Les militaires en retraite, prenaient toutes les autos de la ville en bon état ou réparables en visitant tous les garages. Pendant 10 jours au moins, ce fut un spectacle effarant : signe précurseur d'une délivrance prochaine. Malheureusement pendant cette période, au cours d'une sortie nocturne pour chercher des armes, un groupe de résistants fut décimé par les balles allemandes à Fontaine-Notre-Dame. La rue des Fusillés commémore leur mémoire. Et puis, le samedi 2 Septembre, à 16 heures, un bruit court dans le centre de la ville : les Américains sont à Dallon ; les troupes allemandes attardées et en complète débandade continuent toujours leur retraite vers le Nord.

L'arrivée des Alliés aux portes de la ville, fit sortir des maisons, les groupes de résistance dont l'impatience était grande depuis plusieurs jours. De tous les coins de la ville, des hommes plus ou moins bien armés, sortirent de leurs ca-

chettes, pour couper la retraite des dernières troupes allemandes. Le choc commença sur le pont de la gare. Mais les escarmouches les plus meurtrières furent celles des Champs-Élysées, qui, commencées vers 16 h. 30 durèrent jusqu'à 21 h. 30 exactement. Vers 16 h. 30, un groupe de F.F.I., civils, G.M.R., Gendarmes, sortirent de la rue de Rémicourt (actuellement, rue Estienne d'Orves) munis d'armes variées, dont beaucoup de revolvers. Ils gagnèrent les Champs-Élysées, face au monument de Guébigny de Vasson ; là un chef leur donna des ordres pour s'opposer sans doute au passage de troupes au niveau de la rue Charles Picard ; mais après un léger répit un commandement les fit descendre vers la maison dite « Les Til-
leuls », Boulevard Gambetta, 38 bis, pour rejoindre d'autres compagnons. Là, les F.F.I. se trouvèrent en présence de troupes allemandes en retraite. Parmi elles, un char, il remontait le Boulevard Gambetta. Nos compatriotes plein d'ardeur et de courage tentèrent de s'opposer à son passage. Ce fut le drame. Les Allemands firent front et après une lutte acharnée, inégale et meurtrière, le char continua sa route. A l'angle de la rue Charles Picard, un nouvel accrochage eut encore lieu et la fusillade recommença, mais le char passa encore. *Près de 40 de ces hommes courageux victimes de leur ardeur patriotique* furent tués ou blessés dans cet après-midi du 2 Septembre 1944. Une stèle, faite de pierres, érigée sur le Square des Héros du 2 Septembre 1944 rappelle le souvenir de ce sanglant épisode. Chaque année un cortège officiel vient commémorer le sacrifice de tous nos braves compatriotes morts ce jour-là. Dans ces sanglantes escarmouches où le canon tonna, un obus décapita la vache du monument de Vasson, qui conserve toujours sa mutilation. Dans le même temps, vers 17 heures environ, une fusillade éclatait dans la rue de Rémicourt ; une traction Citroën, occupée par 2 ou 3 officiers allemands, venant des Champs Élysées, se trouvait stoppée et mitraillée par des F.F.I., postés rue du Gouvernement et Avenue de Rémicourt. Les officiers pris entre deux feux ripostèrent à la mitraillette et finalement après une 1/2 heure de fusillade l'un d'eux fut blessé ; ils se rendirent. De nombreux coups de feu furent tirés de part et d'autre, sur les Champs-Élysées, dans cette après-midi du 2 Septembre 1944. Certaines maisons de la rue de Baudreuil conservent encore les traces de balles tirées pendant ces combats. A 20 h. 30, les cloches de la Basilique annoncent la libération de la ville. Mais en réalité le bruit d'une fusillade intermittente sur les Champs-Élysées ne cessa que vers 21 h. 30 ; l'alerte avait été chaude et sanglante. La population réfugiée dans les maisons, ne connut que plus tard l'existence de ce douloureux épisode.

Pendant la nuit quelques coups de feu troublèrent encore le silence des Champs-Élysées, mais St-Quentin était bien définitivement libérée.

Le lendemain dimanche 3 Septembre, sur la Place de l'Hôtel de Ville, pavoisée de drapeaux, dans la matinée, de nouvelles

troupes américaines, fraîches et bien équipées, traversaient St-Quentin, dans leurs jeeps, sous les acclamations d'une grande foule, au paroxysme de la joie. Le cauchemar disparaissait, la liberté était revenue.

Pendant ce défilé, près du Théâtre Municipal, un coiffeur tondait les cheveux de femmes accusées de collaboration, dite horizontale, avec l'occupant ; d'autres personnes déjà arrêtées sur dénonciation sans doute, étaient amenées au Commissariat du 1^{er} arrondissement, sous les huées d'une foule déchainée.

En même temps des disques faisaient entendre des airs patriotiques.

Le contraste de ces manifestations bruyantes et simultanées, donnait l'impression d'une grande kermesse, profondément réjouissante, mais souvent troublée par des cris révolutionnaires intermittents, mêlant une certaine angoisse à l'allégresse générale.

Ainsi notre Cité entraît avec un enthousiasme délirant, dans une nouvelle existence chargée des lourdes séquelles d'une guerre et d'une occupation étrangère. De nouveau, une nouvelle vie commençait et une page de l'Histoire de St-Quentin était encore une fois tournée.

ANDRÉ SOULAIRAC.

Compte rendu des séances de la Société Académique de St-Quentin Année 1962

Président : M. Agombart ; Vice-Président et Secrétaire Général : M. Gorisse ; Secrétaire de séances et Conservateur des collections : M. Leleu ; Trésorier : M. Chenault ; Bibliothécaire : M. Ducastelle.

Janvier. — L'art toscan est étudié par le Docteur Rosey Charles. Il s'inspira à l'origine du style gréco-romain puis subit l'influence de Byzance. Il créa au X^e siècle le roman avec ses voutes en demi-cercle, ses façades et chapiteaux recouverts de feuilles d'acanthé et d'animaux stylisés. Il passa directement à la Renaissance avec les Donatello et Michel-Ange, ignorant presque le gothique.